



Résolution finale votée à l'unanimité par la cinquième Assemblée générale ordinaire

La Ve Assemblée générale ordinaire de la Société Européenne de Culture s'est tenue à Bruxelles du 5 au 9 octobre 1955. Ayant examiné l'évolution de la crise de l'Europe dans ses relations avec les exigences de la culture, et notamment le problème des rapports entre **la nation et l'État**, l'Assemblée constate :

- 1) que la détente internationale crée des conditions plus favorables au développement du dialogue entre tous les hommes de culture, sans distinction aucune ;
- 2) que cette détente encore précaire résulte non seulement de l'action des gouvernements, mais aussi de l'action des peuples de plus en plus conscients de leur étroite solidarité ;
- 3) qu'il existe néanmoins de vastes régions et de nombreux domaines où la crise du monde contemporain revêt un caractère aigu et menaçant.

En conséquence, l'Assemblée invite les hommes de culture à demeurer vigilants, et, saisissant l'occasion qui leur est offerte par la détente, à élargir et à intensifier leur action pour créer des relations plus nombreuses et plus étroites entre les hommes et entre les peuples, afin que la solidarité ainsi affirmée triomphe des antagonismes des États et supprime toute entrave au libre développement de la culture.

Texte voté à l'unanimité par la cinquième Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée reconnaît :

- a) que les raisons d'être de la Société Européenne de Culture impliquent le devoir de prendre position collectivement à l'occasion de certaines situations contingentes de nature à mettre en cause ses principes ;
- b) que cette prise de position doit s'accompagner, s'il y a lieu, d'une déclaration explicite que la Société Européenne de Culture n'a pas à porter de jugement sur des faits politiques ;
- c) mais que la Société Européenne de Culture doit saisir cette occasion de rappeler et d'expliquer ses principes, et d'affirmer notamment la nécessité d'une libre circulation des hommes et des idées en vue du progrès, ou même de l'existence de la culture ;
- d) que seule l'Assemblée sera compétente pour décider des cas constituant de telles occasions.